

POUR UNE STRATEGIE ALTERNATIVE

non publié, 1990 (Michel Fiant)

Notre projet, notre projet commun, est de changer la société ou plutôt de changer de société. C'est donc toujours celui d'un "changement révolutionnaire" même si dans cette époque et après un siècle et demi d'expérience du mouvement ouvrier, il faut spécifier et préciser les modalités de ce changement. Notre temps est donc celui de la mondialisation des activités humaines, de la mise en place d'un système étatique planétaire, sous la domination du capitalisme mais d'un capitalisme tardif, gros de contradictions essentielles, de virtualités qui permettent et nécessitent une autre société. Notre époque est aussi celle d'un retour critique sur les vagues révolutionnaires antérieures. Il faut souligner qu'elles ont été un facteur essentiel de la transformation de la société capitaliste, tant du procès de travail que des institutions politiques. S'il y a une certaine démocratie - certes limitée et manipulée mais déjà réelle, c'est le produit de ces luttes séculaires. Mais il faut aussi constater que ces révolutions développées sur les marges du capitalisme, se sont certes attaquées aux pouvoirs politiques et économiques, mais qu'elles n'ont pas su réaliser, ni même concevoir, des rapports sociaux proprement novateurs. Bien plus, pour sortir des impasses où ils étaient engagés, puis pour dissimuler la réalité, les régimes issus de ces révolutions se sont enfermés dans une barbarie qui met en question les idées, les mots, les symboles qui pendant d'un siècle ont exprimé les espoirs des classes et des peuples exploités.

C'est donc pour répondre au passé comme au présent que nous pensons que l'axe du mouvement d'émancipation sociale et politique doit être la démocratie. C'est un combat commun à l'ensemble des mouvements de contestation. Cela signifie non seulement une extension de la démocratie à tous les lieux sociaux, à toutes les institutions, mais aussi une démocratie différente, enrichie. La démocratie d'autogestion, fondée sur la subsidiarité, sur la contractualisation, est une école indispensable de compétence et de responsabilité. Elle est une démocratie de projet qui articule les orientations politiques des diverses collectivités et les initiatives des individus et des communautés d'élection. Mais quels sont les moyens et les voies envisagés pour cette alternative autogestionnaire ?

QUELLES FORCES SOCIALES ?

Changer de société... ce n'est pas un projet nouveau. Mais avec quelles forces politiques et plus encore avec quelles forces sociales ? Nul ne peut désormais oublier qu'un tel projet s'il n'est assumé que par une minorité, que par une "avant garde", risque fort de tourner à la catastrophe. Le dépassement du capitalisme n'est possible en réalité que si une large et durable majorité de la société s'y emploie. Les générations militantes antérieures pensaient constituer cette majorité au travers de l'alliance des ouvriers et des paysans. Cette alliance serait aujourd'hui minoritaire...

Plus près de nous, certains expliquent que le prolétariat s'est étendu et diversifié bien au-delà de ceux qui n'ont pour vivre que la vente de leur force de travail". Ils entendent par là que l'ensemble des salariés, hormis les directeurs, les fonctionnaires d'autorité et quelques uns de leurs collaborateurs, constituerait ce nouveau prolétariat. Or, il y a aujourd'hui une grande diversité d'attitudes et de comportements non seulement entre des individus ayant des positions complètement différentes dans la production et l'activité sociale, mais parmi ceux dont les déterminations sont proches. Dans la dynamique sociale, des mouvements de contestation comme ceux des jeunes, des femmes ou des écologistes ont autant d'importance et quelquefois davantage que les grèves ou les rares manifestations politiques. Ainsi, le « prolétariat », la « classe ouvrière » paraît hétérogène, dispersée, démoralisée, intégrée au système capitaliste. Les causes sont-elles conjoncturelles, structurelles ? Il faut en dire quelques mots. N'engageons pas à priori un débat théorique pour savoir comment désigner, comment délimiter cette majorité de la société constituée par ceux et celles qui sont exploités, dominés ou aliénés. Remarquons néanmoins que les déterminations ne sont plus strictement polarisées. Certains parlent de "société civile" qu'ils opposent ici aux pouvoirs d'Etat et aux pouvoirs économiques - donnant implicitement un contenu nouveau à ce terme ancien. Conservons pour l'instant par facilité de langage les désignations traditionnelles de "prolétariat", de "classe ouvrière" en sachant toutefois qu'elles sont anachroniques et réductrices. En tout cas ayons conscience qu'il s'agit d'une "classe en soi". Alors que la classe ouvrière était dès sa naissance ou presque une "classe pour soi", ce n'est plus exact aujourd'hui et pas essentiellement pour des raisons idéologiques et conjoncturelles.

Dans les dernières décennies, des

familles d'ouvriers, d'artisans, de paysans déracinés ont été massivement marginalisées. Sans les qualifications utiles aux entreprises modernes, cantonnées ou expulsées dans des quartiers éloignés des activités industrielles, commerciales et donc sociales, n'ayant pour vivre que des indemnités chichement mesurées et quelques revenus d'activités précaires ou informelles, ne pouvant bénéficier que d'un enseignement inadapté, ces populations sont condamnées à voir se reproduire les causes initiales de leur marginalisation. Il s'agit donc d'un phénomène qualitativement différent des "armées de réserve" traditionnelles du capitalisme, qui pouvaient dans leur grande majorité être intégrées dans l'industrie ou le bâtiment dès que le besoin s'en faisait sentir. Le phénomène est sensible en France avec la crise des banlieues, il est plus marqué dans d'autres pays européens ou américains. La misère matérielle et morale des exclus leur fait souvent retrouver le comportement des "luddistes" des XVIII^e et XIX^e siècles, mais ce n'est pas aux machines qu'ils s'attaquent mais aux commerces, aux stades, voire aux écoles. Leur colère, leur révolte ne suffiront pas à les sortir de leur marginalité. Pour dépasser cette division populaire, le mouvement d'émancipation sociale et politique doit s'attaquer simultanément aux conséquences et aux causes de cette nouvelle paupérisation.

I, es transformations du procès de travail ont incontestablement un rôle dans la différenciation

du "prolétariat". D'abord parce qu'il y a bouleversement, trouble. Les professions se multiplient mais les métiers disparaissent. A côté de secteurs encore très largement régis par le taylorisme, les industries dominantes développent une organisation du travail qui fait appel dans l'exécution à l'initiative des salariés et donc suppose une collaboration entre des savoirs et des savoir faire divers. Le "travail complexe" se généralise progressivement; le travail n'est plus totalement aliéné. Les hiérarchies sans disparaître s'estompent. Les revenus s'élèvent. La gestion et la reproduction de la société entraînent le développement de services non-marchands assurés par des fonctionnaires et par le personnel de multiples associations.

L'éclatement de l'"espace ouvrier" est aussi la cause de disparités. L'habitat est disloqué entre le logement, le travail, l'enseignement, les loisirs. L'âge découpe des milieux autrefois homogènes. La télévision et les télécommunications qui donnent à chaque individu une ouverture sur le

monde - ou tout au moins un certain spectacle - en même temps l'éloignent de l'expérience collective. Mais cette expérience, ni à fortiori sa mémoire, ne sont plus assurées spontanément.

La fonction médiatrice des partis, des syndicats, des associations est devenue ambiguë. Les revendications et aspirations populaires n'ont pu s'exprimer qu'en s'organisant. Des libertés, des droits limités mais réels ont été conquis au cours de luttes répétées. Les Etats bourgeois d'abord effrayés par les initiatives et les organisations ouvrières, les ont progressivement intégrées. Ces dernières sont devenues nécessaires à la démocratie de consensus, dans l'Etat et dans l'entreprise. C'est un processus assez clair: les organisations sociales ne peuvent durer que si elles obtiennent certains succès. En donnant forme aux aspirations de ceux ou de celles qu'elles représentent, elles vont déjà tendre à les rendre acceptables, négociables. Mais pour aboutir à une négociation effective, elles doivent encore faire la preuve de leur "représentativité", c'est-à-dire apporter une garantie implicite ou explicite, qu'en satisfaisant à leurs demandes on verra se réduire les conflits qu'elles expriment. Chaque organisation s'efforce donc d'assurer son audience, voire son hégémonie, quitte à isoler quelques mécontents. Ainsi, les organisations politiques et sociales ont des fonctions contradictoires. Elles expriment en même temps les intérêts d'un groupe social et ceux de l'Etat capitaliste. L'échec des deux stratégies qui ont polarisé le mouvement ouvrier depuis trois quarts de siècle, font que les organisations qui s'en réclament ont perdu à la fois leur capacité de mobilisation et leur rôle dans l'expérience et la conscience collectives. Dès lors elles ne peuvent survivre qu'en instrumentalisant les groupes sociaux qu'elles sont censées représenter. Mais cette manipulation leur interdit du même coup de répondre aux aspirations à l'autonomie et à l'initiative individuelle nourries par l'évolution des rapports sociaux. Elles sont ainsi condamnées à voir se réduire comme une peau de chagrin leur assise sociale et même parfois leur électorat. Comment dépasser cette situation, comment contribuer au rassemblement d'une force sociale effective, d'une majorité politique? Aujourd'hui les divers mouvements sociaux s'ignorent ou même s'enferment dans une méfiance réciproque. (...)

Or, tous ces mouvements ont en commun une exigence démocratique. Il y a déjà des expériences croisées, le plus souvent individuelles. Mais une politique de

confrontation systématique est nécessaire, particulièrement dans les moments politiques majeurs. La guerre du Golfe vit se développer des convergences positives. Les campagnes électorales appellent maintenant des rencontres et des propositions communes de femmes et d'hommes exprimant ces aspirations diverses. En tout cas, le rassemblement de la majorité sociale nécessaire ne peut se faire comme addition des mécontentements mais au travers d'une expérience politique commune. A terme la recomposition d'une force sociale est sans doute conditionnée par l'émergence progressive d'un projet politique, c'est-à-dire aussi d'un projet de société, où chaque mouvement social retrouve ses propres aspirations et qui soit ainsi cause et conséquence de la structuration d'une force politique nouvelle et partant d'une redistribution des forces politiques de "gauche". Il faut toutefois ajouter qu'à ces deux niveaux le "mouvement ouvrier" a un rôle particulier à jouer. Il doit certes renoncer à toute prétention hégémonique. Mais il est porteur d'une critique radicale du capitalisme, d'une expérience irremplaçable des luttes démocratiques. Tout mouvement social et à fortiori tout mouvement d'opinion qui pour de bonnes ou de mauvaises raisons ignorerait la nécessité d'une jonction avec ce mouvement ouvrier avec ses limites, avec ses carences, se condamnerait au mieux à constituer un nouveau possibilisme, ou pire à disparaître.

QUELLE VOIE ?

Quelle voie emprunter pour ce changement de société ? C'est une vieille question, à laquelle il faut sans doute donner des réponses nouvelles. Les tendances en œuvre sont profondément contradictoires. Une transformation profonde, générale des rapports sociaux, une révolution est nécessaire pour répondre aux problèmes écologiques, à la paupérisation du "sud" et même permettre la réalisation des virtualités que comportent les sociétés occidentales. Cette révolution paraît impossible aujourd'hui car nulle force politique (...) n'est capable de dessiner les rapports (et les) institutions d'une nouvelle société et (pas) davantage les moyens d'y parvenir. Dans une telle situation, chacun peut comprendre que les mouvements de contestation sociale ou politique devront négocier des réformes, même s'ils savent ou constatent qu'elles sont secondaires, contournées ou remises en cause. Mais sans doute faut-il prendre du recul pour arrêter une stratégie. Dans cette intention quel ques remarques et propositions me paraissent

essentielles : 1. La révolution "socialiste" comme toutes celles qui l'ont précédé doit être conçue comme un processus s'étalant sur une longue période et durant laquelle sont remis en cause dans une constante dialectique non seulement les rapports de production, mais aussi la nature des forces productives, non seulement les institutions politiques mais aussi les représentations, les idéologies. A l'échelle du monde c'est une "chaîne de révolutions" qui se déroule. Quelles que soient leurs limites et leurs carences, la révolution d'Octobre 1917 puis la vague révolutionnaire d'après-guerre de la Chine à Cuba auront changé profondément les rapports de force internationaux entre les diverses classes. Mais les impasses dans lesquelles elles se sont en fermées ont conduit à établir l'hégémonie capitaliste. Les dynamiques révolutionnaires exprimées et portées par le bolchevisme sont épuisées. Aucune révolution ne pourra plus s'accomplir sur le mode antérieur. Le processus révolutionnaire pourtant se poursuit. Mais il faut maintenant privilégier la transformation des rapports sociaux plutôt que les ruptures politiques, qui en tout cas ne constituent pas le préalable à "la transition" vers une autre société. Mai 68 montre bien dans quelles conditions peuvent intervenir ces ruptures institutionnelles toujours nécessaires à l'échelle du continent et sans que cela implique inexorablement une guerre civile. L'histoire n'est pas finie. (...)

2. Une longue maturation va être nécessaire pour dessiner progressivement dans l'expérience, dans le débat un nouveau projet politique. Dans cette phase, les réformes proposées et imposées vont précisément permettre de définir et de tester de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles institutions. Cette démarche propositionnelle, qui réclame la définition d'un projet de société, doit s'exprimer face à chacune des contradictions et dans chacun des conflits sociaux.

La nation ne constitue plus - si elle l'a jamais été - le cadre possible du mouvement d'émancipation sociale et politique. La mondialisation des échanges, de la production, de la science, de la culture, condamne toute tentative de libération strictement nationale. Comment serait-il possible d'assurer les recherches et les investissements développant la productivité et donc l'économie du travail humain et des ressources naturelles, dans un cadre national pour des industries comme l'électronique, l'aéronautique et l'espace, la chimie, la biologie ? Comment limiter les échanges scientifiques, culturels, les voya-

ges sans dommage pour la connaissance mais aussi la liberté? Comment et pourquoi faudrait-il accepter le déclin du niveau et du mode de vie, conséquence inexorable à moyen terme du nationalisme économique? Comment oublier que les disciplines de l'autarcie finiraient par l'emporter sur la liberté nécessaire au socialisme? Cela ne signifie pas qu'il faille supprimer tout contrôle, tout choix politique sur le mouvement des capitaux et des marchandises et à plus forte raison sur les investissements, mais qu'un projet alternatif doit d'emblée s'établir dans une logique européenne et mondiale.

La crise de l'Etat-nation doit être mise à profit de plusieurs points de vue; pour donner une autonomie réelle aux peuples sans Etat et aux régions; pour substituer à tel ou tel appareil d'Etat des associations de producteurs de biens ou de service esquissant au travers de contrats avec les diverses instances politiques de nouvelles entreprises publiques; pour introduire les droits démocratiques dans les appareils de répression tels l'armée, la police, les prisons, afin de réduire la marge de coercition de l'Etat. En l'absence de telles mesures, de tels précédents, toute rupture politique, tout ébranlement institutionnel serait condamné à reconstituer les dominations étatiques. C'est sans doute dans le rapport à l'Etat comme institution et comme groupe social que se fera le partage entre ceux qui aspirent à changer de société et ceux qui veulent seulement la gérer.

5. La présence dans les institutions politiques plus que jamais nécessaire n'est compatible avec un projet "révolutionnaire", c'est-à-dire avec un projet le changement de l'ensemble des rapports sociaux que si elle autorise et même favorise un enrichissement concret de la démocratie. Cela commence dans les communes où la municipalité ne peut se contenter d'entériner les propositions du maire et du bureau municipal, où la consultation publique et systématique des syndicats et des associations peut se faire sans même mettre en cause les lois qui limitent la démocratie communale, où l'animation par les élus de conseils de quartier dotés d'un certain budget permet de résoudre nombre de problèmes et d'établir des relais indispensables.(...)